MTL. - 1 - Coordination (2) L.5016/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 décembre 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux officiers et agents judiciaires près les parquets", a donné le 1er février 1956 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e December 1955 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten", heeft de 1e Februari 1956 het volgend advies gegeven :

Tenant compte d'une observation formulée naguère par le Conseil d'Etat en son avis L.2957/1/V concernant un projet d'arrêté relatif aux officiers et agents judiciaires féminins , le projet tend à insérer dans l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, tout en les modifiant, les conditions de diplôme ou de profession et les conditions d'aptitude physique requises des candidats aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaires, conditions qui ne sont prévues actuellement que par un arrêté ministériel du 1er mars 1937.

Au sujet de la portée de cette modification, il importe de se rappeler que l'article dans lequel vont s'insérer les textes nouveaux, ne s'applique qu'aux candidats masculins, car les conditions de nomination des agents et des officiers judiciaires féminins sont énumérées d'une manière exhaustive aux articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 28 janvier 1953.

Le projet ajoute à l'article 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1921 un 5° et un 6°. Dans le 5°, relatif aux diplômes ou professions requis des candidats aux fonctions d'officier judiciaire, il faut préciser que le grade légal de docteur en droit peut seul être pris en considération, car telle est l'intention déclarée du Gouvernement.

Quant au 6°, relatif à l'examen médical, il devrait être complété par une disposition qui prévoirait une

.../...

redevance d'examen et qui en fixerait le montant, afin de donner un fondement à l'article 16 du projet d'arrêté ministériel concernant cet examen médical (voir l'avis L.5018/2). Et, puisque ce dernier projet s'applique aussi aux candidats féminins, la même disposition devrait être ajoutée à l'article 2, 5°, et à l'article 4, 5°, de l'arrêté royal du 28 janvier 1953 relatif aux officiers et agents judiciaires féminins. Comme base légale de ces dispositions, le projet devra viser en son préambule la loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat.

Pour des raisons analogues, le projet devrait modifier aussi l'article 2, 4°, de l'arrêté royal du 7 mai 1921 de telle manière que cette disposition détermine les effets de la réussite et de l'échec à l'examen de capacité pour candidats aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires et qu'elle donne au Ministre le pouvoir de régler le programme et l'organisation de cet examen (voir l'avis L.5017/2).

Le projet devrait compléter encore l'article 3 de l'arrêté royal précité, en y ajoutant les deux dispositions relatives aux officiers et agents judiciaires qui s'avèrent atteints d'une affection grave au cours de la période d'essai, dispositions qui forment l'article 13 du projet d'arrêté ministériel relatif à l'examen médical (voir l'avis L.5018/2). La seconde de ces dispositions prévoit l'octroi d'une indemnité de licenciement; en conséquence, le projet devra être soumis à l'avis du Ministre des Finances en exécution des articles 5 à 7 de

.../...

l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948, et l'arrêté qui en sortira devra être contresigné par le même Ministre en vertu de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921.

Enfin, le Gouvernement ferait oeuvre utile en profitant de la modification de l'article 3 de l'arrêté royal précité, pour y substituer la notion de stage à la notion de "période d'essai", comme il l'a fait récemment pour le personnel des greffes et pour le personnel des parquets (arrêtés ministériels du 18 janvier 1956), afin d'éviter toute controverse au sujet de la valeur de cette période au regard de la législation relative aux pensions.

Le texte proposé ci-après réalise toutes ces suggestions, en même temps qu'il opère quelques modifications de pure forme ne nécessitant pas de commentaire.

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 7 MAI 1921 QUI PORTE ORGANISATION DE LA POLICE JUDICIAIRE DES PARQUETS ET L'ARRETE ROYAL DU 28 JANVIER 1953 RELATIF AUX OFFICIERS ET AGENTS JUDICIAIRES FEMININS PRES LES PARQUETS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par la loi du 21 août 1948;

.../...

Vu la loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, notamment les articles 2 et 3, modifiés par l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 et par l'arrêté royal du 6 décembre 1954;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 1953 relatif aux officiers et agents judiciaires féminins près les parquets, notamment les articles 2 et 4;

Vu l'avis de la Commission paritaire consultative près le Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 2, 4°, de l'arrêté royal du 7 mai 1921, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1954, est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

" 4° avoir subi avec succès un examen de capacité, dont le Ministre de la Justice détermine le programme et règle l'organisation. Les candidats qui ont réussi l'examen d'officier ou d'agent judiciaires, mais qui ne peuvent être nommés immédiatement, constituent une réserve de recrutement pendant trois ans à partir de la date du procès-verbal de clôture de la session. Toutefois, les agents judiciaires qui ont réussi l'examen d'officier judiciaire, peuvent être promus officiers sans nouvel examen aussi longtemps qu'ils restent en fonction. Les candidats qui ont échoué à l'examen d'officier ou d'agent judiciaires,ne peuvent se représenter qu'une seule fois au même examen;

5° a) en ce qui concerne la fonction d'officier judiciaire, être officier de police ou agent judiciaire, ou bien avoir subi avec succès l'examen d'agent judiciaire, ou encore être porteur du diplôme de docteur en droit (grade légal) ou d'un diplôme de licencié en criminologie délivré par une université du Royaume. Les officiers de police, les agents judiciaires et les candidats ayant subi avec succès l'examen d'agent judiciaire, doivent en outre avoir terminé les études moyennes du degré supérieur ou avoir fait des études équivalentes ou exercer un emploi public pour lequel ces études sont normalement requises;

b) en ce qui concerne la fonction d'agent judiciaire, avoir terminé les études moyennes du degré supérieur ou avoir fait des études équivalentes ou exercer un emploi public pour lequel ces études sont normalement requises;

.../...

6° sauf pour les agents judiciaires en fonction lors de l'accession au grade d'officier, être admis par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises. Il est dû, pour l'inscription à l'examen médical, un droit de 30 francs, dont le Ministre de la Justice détermine les modalités de paiement".

Article 2.-

L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 9 juillet 1946, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3.- Nul ne peut être nommé agent judiciaire à titre définitif, s'il n'a accompli un stage de deux ans en cette qualité.

Nul ne peut être nommé officier judiciaire à titre définitif, s'il n'a accompli un stage d'un an en cette qualité ou s'il n'a exercé pendant deux ans au moins les fonctions d'agent judiciaire.

L'officier ou l'agent judiciaire atteint d'une affection grave qu'il ignore et que l'examen médical d'admission n'a pas décelée, telle l'épilepsie, est licencié lorsque cette affection se déclare au cours de la période de stage. Dans ce cas, il peut lui être accordé une indemnité de licenciement".

.../...

Article 3.-

Dans chacun des articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 28 janvier 1953, le 4° et le 5° sont remplacés par les dispositions suivantes :

"4° avoir subi avec succès l'examen de capacité dont le Ministre de la Justice détermine le programme et règle l'organisation;

5° être admise par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises. Il est dû, pour l'inscription à l'examen médical, un droit de 30 francs, dont le Ministre de la Justice détermine les modalités de paiement".

Article 4.-

Est considérée comme stage au sens de l'article 3 de l'arrêté royal du 7 mai 1921, modifié par l'article 2 du présent arrêté, toute période d'essai accomplie en exécution de l'article 3 précité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 5.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Aansluitend bij een opmerking welke de Raad van State destijds heeft gemaakt in zijn advies L.2957/I/V over een ontwerp van besluit betreffende de vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten, strekt het ontwerp om de, thans alleen in een ministerieel besluit van 1 Maart 1937 voorgeschreven vereisten inzake diploma en beroep en inzake lichamelijke geschiktheid ten aanzien van candidaten voor betrekkingen van gerechtelijk officier of agent, enigszins gewijzigd in te voegen in het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Wat de strekking van deze wijziging betreft moge in herinnering worden gebracht, dat het artikel waarin de nieuwe bepalingen zullen worden opgenomen, alleen toepassing vindt op de mannelijke candidaten, want de benoemingsvereisten van de vrouwelijke gerechtelijke agenten en officieren zijn volledig opgesomd in de artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit van 28 Januari 1953.

Het ontwerp voegt aan artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 een 5° en een 6° toe. In 5°, dat betrekking heeft op de vereisten inzake diploma of beroep waaraan candidaten voor betrekkingen van gerechtelijk officier moeten voldoen, dient te worden bepaald dat alleen met de wettelijke graad van doctor in de rechten rekening kan worden gehouden, vermits zulks aan de uitdrukkelijke bedoeling van de Regering beantwoordt.

Het 6°, dat het geneeskundig onderzoek betreft, zou moeten aangevuld worden met een bepaling die een examengeld invoert en het bedrag er van vaststelt; daardoor zou een rechtsgrond worden gegeven aan artikel 16 van het ministerieel besluit betreffende dit geneeskundig onderzoek (zie advies L.5018/2). En daar dit ontwerp ook op de vrouwelijke candidaten toepassing vindt, zou dezelfde bepaling

.../...

moeten worden toegevoegd aan artikel 2, 5°, en aan artikel 4, 5°, van het koninklijk besluit van 28 Januari 1953 betreffende de vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten. Als rechtsgrond van deze bepalingen dient de wet van 29 Maart 1953, betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens, in de aanhef van het ontwerp te worden vermeld.

Om soortgelijke redenen zou het ontwerp ook artikel 2, 4°, van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 moeten wijzigen, en wel zo, dat aldaar wordt bepaald welke de gevolgen zijn van het al dan niet slagen in het bekwaamheidsexamen voor candidaten voor betrekkingen van gerechtelijk officier of agent, en dat de Minister bevoegdheid krijgt om het programma en de inrichting van dit examen te regelen (zie advies L.5017/2).

Voorts zou het ontwerp artikel 3 van bovenvermeld koninklijk besluit moeten aanvullen met de twee bepalingen betreffende de gerechtelijke officieren en agenten van wie tijdens de proeftijd blijkt, dat zij aan een ernstige kwaal lijden, welke bepalingen artikel 13 van het ontwerp van ministerieel besluit betreffende het geneeskundig onderzoek vormen (zie advies L.5018/2). De tweede van deze bepalingen regelt de toekenning van een vergoeding voor ontslag; het ontwerp zou derhalve voor advies aan de Minister van Financiën moeten worden voorgelegd ter uitvoering van de artikelen 5 tot 7 van het besluit van de Regent van 15 December 1948; en dezelfde Minister zal het ontworpen besluit krachtens artikel 6 van de wet van 20 Juli 1921 mede moeten ondertekenen.

.../...

Tenslotte kan de Regering van de wijziging van artikel 3 van voormeld koninklijk besluit gevoeglijk gebruik maken om het begrip "stage" in de plaats van het begrip "proeftijd" te stellen, zoals zij onlangs heeft gedaan voor het personeel der griffies en voor het personeel der parketten (ministeriële besluiten van 18 Januari 1956); betwistingen over de waarde van deze periode ten opzichte van de pensioenwetgeving zouden daardoor worden voorkomen.

Met al de gegeven wenken is rekening gehouden in de onderstaande tekst, waarin ook enige niet nader te commentariëren vormwijzigingen zijn opgenomen.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 MEI 1921 HOUDENDE INRICHTING VAN DE GERECHTELIJKE POLITIE BIJ DE PARKETTEN EN VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 28 JANUARI 1953 BETREFFENDE DE VROUWELIJKE GERECHTELIJKE OFFICIEREN EN AGENTEN BIJ DE PARKETTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 7 April 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wet van 21 Augustus 1948;

.../...

Gelet op de wet van 29 Maart 1953 betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, inzonderheid op de artikelen 2 en 3, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 en bij het koninklijk besluit van 6 December 1954;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 Januari 1953 betreffende de vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, inzonderheid op de artikelen 2 en 4;

Gelet op het advies van de paritaire commissie van advies bij het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten;

Gelet op het advies van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Artikel 2, 4°, van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 December 1954, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"4° geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt en de inrichting regelt. De voor het examen van gerechtelijk officier of agent geslaagde candidaten die niet onmiddellijk kunnen worden benoemd, worden in de wervingsreserve opgenomen gedurende drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van sluiting van de zittijd. Gerechtelijke agenten die voor het examen van gerechtelijk officier zijn geslaagd, kunnen evenwel zonder nieuw examen tot officier worden bevorderd zolang zij in dienst blijven. Candidaten die niet geslaagd zijn voor het examen van gerechtelijk officier of agent, mogen zich slechts eenmaal opnieuw voor hetzelfde examen aanmelden;

5° a) wat het ambt van gerechtelijk officier betreft, officier van politie of gerechtelijk agent zijn, ofwel geslaagd zijn voor het examen van gerechtelijk agent, of nog houder zijn van een diploma van doctor in de rechten (wettelijke graad) of van een diploma van licentiaat in de criminologie, afgegeven door een van 's Lands universiteiten;

.../...

Officieren van politie, gerechtelijke agenten en candidaten die voor het examen van gerechtelijk agent zijn geslaagd, moeten bovendien de middelbare studiën van de hogere graad voleindigd of gelijkwaardige studiën gedaan hebben of een openbare betrekking waarnemen waarvoor dergelijke studiën normaal worden vereist ;

b) wat het ambt van gerechtelijk agent betreft, de middelbare studiën van de hogere graad voleindigd of gelijkwaardige studiën gedaan hebben of een openbare betrekking waarnemen waarvoor dergelijke studiën normaal worden vereist;

6° behalve voor gerechtelijke agenten die bij de toelating tot de graad van officier in dienst zijn, aangenomen zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie die de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid bepaalt. Voor het geneeskundig onderzoek is een inschrijvingsgeld van 30 frank verschuldigd, waarvan de Minister van Justitie de wijze van betaling regelt ".

Artikel 2.-

Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 9 Juli 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 3.-

Niemand kan in vast verband tot gerechtelijk agent worden benoemd tenzij hij in deze hoedanigheid twee jaar stage heeft gedaan.

Niemand kan in vast verband tot gerechtelijk officier worden benoemd tenzij hij in deze hoedanigheid een jaar stage heeft gedaan of gedurende ten minste twee jaar het ambt van gerechtelijk agent heeft uitgeoefend.

De gerechtelijke officier of agent die buiten zijn weten aan een ernstige kwaal lijdt, welke het geneeskundig toelatingsonderzoek niet aan het licht heeft gebracht, zoals epilepsie, wordt ontslagen wanneer deze kwaal tijdens de stage uitbreekt. In dat geval kan hem een vergoeding voor ontslag worden toegekend".

Artikel 3.-

In artikel 2 en in artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 Januari 1953 worden het 4° en het 5° telkens door de volgende bepalingen vervangen :

"4° geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt en de inrichting regelt ;

.../...

5° aangenomen zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie die de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid bepaalt. Voor het geneeskundig onderzoek is een inschrijvingsgeld van 30 frank verschuldigd, waarvan de Minister van Justitie de wijze van betaling vaststelt".

Artikel 4.-

Als stage in de zin van artikel 3 van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, gewijzigd bij artikel 2 van het tegenwoordige besluit, wordt beschouwd elke proeftijd die, ter uitvoering van voornoemd artikel 3, vóór de inwerkingtreding van het tegenwoordige besluit werd volbracht.

Artikel 5.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	J.COYETTE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.